

Cercle E & P Compte-rendu de la Rencontre n° 1 • 17 décembre 2020

CR/ EH - 6 janvier 2021

**Prochaines Rencontres**

**2ème Rencontre**

**Lundi 11 janvier 2021, 18h30-20h30**

Stratégie vaccinale : comment objectiver et agir sur les ressorts de la confiance et de la défiance

*Une analyse de la stratégie vaccinale à l'aune du modèle de l'Arbre de Confiance*

Pierre WINICKI, *président de Trustinside*

[www.trustinside.fr](http://www.trustinside.fr/" \t "_blank)

Mooc : [https://arbredeconfiance.trustinside.fr](https://arbredeconfiance.trustinside.fr/" \t "_blank)

[https://www.linkedin.com/in/winickiconfiance/](https://www.linkedin.com/in/winickiconfiance/" \t "_blank)

**3ème Rencontre**

**Mardi 2 février**

Xavier FRIFFAULT

**4ème Rencontre**

**Mardi 16 février**

Hélène OPPENHEIM-GLUCKMAN

**1ère Rencontre, 17 décembre 2020**

**Invité**

Mark HUNYADI, *professeur de philosophie à l’Université de Louvain*

*([https://uclouvain.be/fr/repertoires/mark.hunyadi](https://uclouvain.be/fr/repertoires/mark.hunyadi" \t "_blank))*

Il vient de publier *Au début est la confiance*

([https://journals.openedition.org/lectures/45386](https://journals.openedition.org/lectures/45386" \t "_blank))

**Plan du compte-rendu**

**I. Notes, suite de l’intervention de Mark HUNYADI**

1. Cristina POLETTO-FORGET

2. Sébastien CLAEYS

3. Catherine OLLIVET

## 4. Clément TARANTINI

5. Valérie DEPADT

6. Carole FROUCHT

7. Didier OUEDRAOGO

**II. À propos de l’actualité : approches de la vaccination**

Patrick LAGADEC

Hélène OPPENHEIM-GLUCKMAN

**I. Notes, suite de l’intervention de Mark HUNYADI**

**1. Cristina POLETTO-FORGET**

**La question de la confiance**

**La confiance n’est pas une attitude rationnelle mais c’est une attitude raisonnable.** Hume déjà notait en quoi nos actions étaient fondées sur un calcul de probabilité inconscient. Quand j’achète du pain chez mon boulanger je postule que ce pain est mangeable parce qu’il l’est généralement. En reprenant cette notion de pari sur le comportement d’autrui Marc Hunyadi pointe cette nécessité vitale de la confiance. Si je reste dans une attitude rationnelle, je ne mange pas pour ne pas mourir, je ne parie pas sur la qualité nutritive de ce pain ci, nouveau, qui peut m’empoisonner aujourd’hui.

Il me semble qu’il en est de même dans la défiance voire la méfiance que l’on rencontre aujourd’hui envers les institutions comme envers les chercheurs et les médecins. A priori celui qui manipule des substances toxiques peut aussi bien s’en servir pour tuer que pour soigner. Le serment d’Hippocrate mentionne d’ailleurs *« je ne remettrai à personne du poison »,* **la confiance tient donc à cette promesse : ne pas nuire, ne pas user mal de sa puissance**.

La défiance actuelle envers les institutions mais aussi envers les scientifiques et les médecins pourrait avoir la même racine : on peut me faire du mal. Cette défiance, qui évolue en méfiance (on me veut du mal) est avant tout le symptôme d’un sentiment d’impuissance face à une situation globale inquiétante, que j’ai du mal à comprendre, sur laquelle il semble impossible d’agir et que je subis : crise climatique, économique, sanitaire. L’individualisme évoqué par Marc Hunyadi enferme chaque unité dans le constat de sa fragilité : je manque de force, de connaissance, tout m’arrive sans que je le veuille, je ne domine plus rien. L’idée de la mondialisation a donné l’image de superpuissances organisées au dessus des individus, indifférentes à la vie réelle de chacun. **L’effondrement de systèmes solidaires, des grands partis politiques voire des liens familiaux élargis renvoie chaque sujet à sa vulnérabilité.**

Le virus est-il une invention humaine destinée à nuire aux plus faibles (économiquement, physiquement, culturellement) ? Le vaccin fait-il partie d’un plan de contrôle général de la population ? Ces fantasmes qui semblent délirants ont une racine profonde : pourquoi l’État respecterait-il un contrat envers ses citoyens, pourquoi n’utiliserait-il pas sa force contre ceux-là même qu’il est supposé protéger ? Pourquoi le chercheur n’utiliserait-il pas des substances nocives, pourquoi ne mentirait-il pas pour en tirer profit ? Le médecin lui-même n’a-t-il pas intérêt dans l’affaire ?   
Si l’on établit un calcul de probabilité, l’État, les scientifiques et les médecins m’ont plus souvent sauvé la vie (par les soins entourant ma naissance, mon éducation, ma protection sociale et privée) qu’empoisonné. Néanmoins les réseaux complotistes multiplient les exemples, réels ou fictifs, d’individus sacrifiés à la Raison d’État ou à de simples intérêts privés y compris dans des démocraties protectrices. La diffusion fluide de ces exemples suffit à créer un effet de nombre qui modifie le fameux calcul de probabilité. La probabilité qu’on me fasse du mal est augmentée par cet effet de nombre. Tous les médicaments empoisonnent, tous les vaccins ont des effets secondaires terribles et cachés par les chercheurs et les laboratoires, tous les États manipulent des virus dangereux. Dès lors il est rationnel et raisonnable de ne faire confiance à personne, surtout pas à plus fort que moi. Toute force devient donc mauvaise, je n’imagine pas une force respectueuse de ses promesses et de ses serments. Quiconque détient du pouvoir (politique, économique, scientifique) est par essence un danger potentiel pour moi

On peut s’interroger sur le fond misanthropique et misologique de cette méfiance : toute puissance est par l’homme corrompue, l’homme est mauvais et son discours n’est jamais vrai.

**Mais la question de Hume revient alors : cette méfiance généralisée est-elle vivable ?** On critique les laboratoires mais on prend un antalgique à la moindre douleur. On critique le médecin hospitalier mais on court aux urgences lorsque l’on se blesse. On critique la police mais on l’appelle lors d’un accident. On critique l’école mais on y envoie ses enfants. On critique l’État mais on lui demande assistance. Pourquoi alors cette pandémie fait-elle l’objet de tant de soupçons et de tant de passions haineuses et malveillantes ? Parce que l’État n’a pas réussi à protéger ses citoyens en ne leur offrant pas de masques assez tôt, pas assez de lits ni de praticiens ? Parce que l’accumulation de crises, climatique, économique, sanitaire voire politique écrase l’espérance d’une vie suffisamment bonne ? Marc Hunyadi faisait remarquer que les citoyens ont des attentes envers les institutions. Sont-elles raisonnables ? Reproche-t-on à l’État comme à la science d’être trop puissants ou pas assez ?

**Comme celui qui se fâche contre son dieu en l’accusant de ne pas agir pour soulager sa souffrance, le citoyen se lève contre les institutions, les scientifiques, les médecins qui ne répondent pas à ses attentes : vivre bien, en sécurité, en jouissant d’une liberté sans limite.** Deux attitudes s’offrent à eux : renoncer à l’idée d’une science toute puissante qui aurait remplacé dieu ou accuser cette science d’être mauvaise et de ne pas vouloir user de son pouvoir avec bienveillance : tu as le remède mais tu ne me le donnes pas. Tu as le pouvoir de rendre ma vie bonne mais tu n’en uses pas, tu uses de ce pouvoir pour favoriser certains et m’ignorer moi.

Crise amoureuse ? Déception du mal aimé ? L’attente est peut-être trop forte envers l’État comme envers les scientifiques. Le chercheur qui répond : « je ne sais pas », ment nécessairement, il sait mais ne veut pas dire, il cache son savoir par refus de l’utiliser bien. L’espoir des Lumières était peut-être trop grand. L’État tout puissant et tout sachant qui pointe déjà au 18ème sous la figure du Léviathan hobbesien (qui favorise la science, seul discours univoque et certain) propose un pacte qui donne toute sécurité contre une délégation de sa liberté au souverain. **Or dans cette pandémie l’individu a le sentiment de donner sa liberté (de mouvement, de réunion) sans recevoir la sécurité promise en échange.** Une sorte de contrat de dupes. **Mais ne faut-il pas faire le deuil de cet État déifié et providentiel, de cette science toute puissante qui guérit la mort et la misère ?** La politique comme la médecine sont ancrées dans l‘empirisme, or la crise de confiance est dérivée d’une croyance en la toute puissance étatique et scientifique. Celui qui peut, celui qui sait. L’omnipotence et l’omniscience. D’un côté l’impuissance radicale de l’individu utilisé comme simple moyen (cobaye dit le discours complotiste), de l’autre côté les puissances divines-obscures qui, ensemble, ont seules réussi à faire société, à s’unir et à régner.

Quelles solutions pour tenter de briser cette croyance complotiste qui se répand avec une facilité déconcertante ? Bien souvent s’opposer à ces théories c’est se faire accuser au mieux de naïveté, au pire de complicité, c’est à dire de malveillance. Les passions tristes s’expriment dans la haine, Spinoza les lie au sentiment d’impuissance, à l’impossibilité de développer ses potentialités. Donner le goût du savoir et du pouvoir, sur soi et sur la société, sera-t-il suffisant ? Peut-on réparer cette déception ? Faudra-t-il que le pouvoir accepte de déléguer davantage ? Sommes-nous encore trop dogmatiques, dans notre enseignement, dans notre exercice de l’autorité ? Formons-nous bien des citoyens promis à participer et à débattre des décisions qui les concernent ou nous contentons-nous de célébrer le culte d’un savoir figé ?



**2. Sébastien CLAEYS**

*Ce que j’ai retenu de la séance d’hier, c’est la confiance comme rapport au monde et relation pratique avec les autres. C’est très riche de penser la confiance comme un horizon d’attente (nous nous attendons à ce que les autres se comportent d’une certaine manière). J’ai aussi été très intéressé par la distinction entre « avoir confiance » (disposition à agir) et « faire confiance » (action) pour penser le vaccin. Ces deux moments (préparation à l’action / action) seraient très intéressants à penser dans le cadre de la communication en santé publique*.

Je me permets de partager plusieurs réflexions à partir de là (que je ne développe pas) :

* L’idée que nous nous faisons de la responsabilisation individuelle comme réponse à la crise, plutôt que la mobilisation sociale (que notre démarche veut promouvoir), tend à présupposer l’absence de confiance des gouvernants vis-à-vis des citoyens (méfiance des uns à l’égard des autres), plutôt que d’une logique où nous nous faisons confiance. Or, il se trouve que d’après Mark Hunyadi, la confiance est la norme (et la défiance beaucoup plus rare). Nous pourrions donc nous appuyer sur cette idée pour soutenir notre démarche de consultation publique : **il ne devrait pas paraître si extraordinaire de faire confiance à nos concitoyens pour trouver des solutions ensemble et de leur faire confiance pour adopter des comportements vertueux.**
* Plutôt que de « crise de la confiance » (largement remise en cause par Mark Hunyadi), nous pourrions davantage parler de crise des différentes formes de médiations (ou crise de la médiation) : nous n’avons plus confiance dans les médias, les hommes politiques, les corps intermédiaires (comme les syndicats ou les partis politiques...). **C’est là qu’une consultation publique pourrait chercher à renouer ce lien en démocratisant la démocratie (pour reprendre les termes de Mark Hunyadi : « redonner l’esprit démocratique aux institutions démocratiques »).**
* Quand on parle de confiance, on parle aussi d’habitudes (on parie sur le fait que l’existant va se reproduire et que les personnes vont se comporter comme on l’imagine). Or, nous sommes dans une période très incertaine. Comment penser cette logique de la confiance quand les connaissances scientifiques évoluent, quand les mesures politiques doivent être modifiées au jour le jour, quand la situation sanitaire est instable, et quand les comportement attendus des personnes évoluent très vite (ceux qui réclamaient des masques en mars refusent aujourd’hui de les porter). **Pour nous faire confiance les uns aux autres, encore faudrait-il pouvoir trouver un consensus sur les faits.**



**3. Catherine OLLIVET**

Et quelques idées retenues de cette très intéressante réflexion sur la confiance.

La confiance, une notion importante mais pourtant très peu travaillée.

Ainsi le droit parle d’abus de confiance mais pourtant ne définit pas ce qu’est la confiance.

**La confiance pourrait se représenter comme une relation présentant un risque évalué comme acceptable.**

Dans une société où prédomine l’individu opportuniste qui ne défend que son propre objectif, il devient difficile de créer la confiance.

Seul, le contrat social (depuis le 18ème siècle), contrat juridique, permet de contrer l’opportunisme de chacun.

**La confiance, c’est un pari sur les attentes et comportements de soi-même et/ou de l’autre.**

Quelques attentes pour faire confiance : je m’attends à ce que ma voiture ne tombe pas en panne lorsque je circule ; je m’attends à ce que le médecin me guérisse ; je m’attends à ce que la justice soit juste et impartiale ; je m’attends à ce que la police me protège...

**Lorsque les attentes sont déçues, il est difficile de “faire confiance”.**

Avoir confiance : il s’agit d’une supposition et d’une motivation dans l’abstrait.

**Faire confiance : il s’agit de passer à l’acte tel celui de se faire vacciner;**

**Le gouvernement doit donc d’abord agir sur les motivations.**

## Macintosh HD:Users:hirschhirsch:Desktop:Capture d’écran 2021-01-06 à 17.18.06.png

## **4. Clément TARANTINI**

Le propos de Mark Hunyadi semble quasiment apporter des pierres de touche à une « Théorie de l’action »

La familiarité et par conséquent la confiance sont mises à mal dans l’épidémie, sur le risque infectieux.

**La question de la confiance s’articule avec celle de la suspicion, notion que ne déploie pas M. Hunyadi mais qui pourrait se prêter à de riches discussions également.**

La suspicion s’introduit dans nos quotidien, suspicion sur une surface que l’on s’apprête à toucher et que l’on estime potentiellement contaminée, mais surtout suspicion sur nos proche et nous-même (la question du porteur sain ayant rarement eu autant de résonnance dans une crise épidémique), suspicion qui implique la fragilisation des liens sociaux, et par là-même des dilemmes et des enjeux sociaux sur nos responsabilités envers nos proches, entre désir de prendre soin sans contaminer et désir de prendre soin en étant présent, sur la façon de s’engager dans nos rapports sociaux avec nos parents, femmes, enfants, amis, proches. C’est dans ses conflits internes, ou finalement le risque sanitaire est éclipsé par un autre risque, que l‘on pourrait dire « social », que s’exprime des écarts aux normes sanitaires, et ces écarts sont, d’une certaine façon et dans certaines situations, nécessaires (après à chacun de juger ce qui est nécessaire ou non pour lui et ses proches).

**En somme un risque, ou un rapport au risque, doit toujours être pensé dans ses rapports avec des risques perçus concurrents.**

Exemple de la conduite automobile : il faut que l’on imagine le comportement attendu d’autrui pour conduire : le déroulement même de cette action doit intégrer la question du comportement attendu d’autrui : on doit présupposer qu’il va se comporter d’une certaine manière. La croyance que le conducteur de devant ne va pas se dérouter n’agit, n’est effective que si j’agis.

À noter l’existence de l’ouvrage collectif Les moments de la confiance de A. Ogien et L. Quéré. Le titre renvoie à la formule de G. Simmel, dans Philosophie de l’argent, où il avance l’idée de la confiance comme un « moment autre », au-delà du savoir et de la connaissance sur autrui, proche de la foi et de la croyance.

Confiance fortement liée à la notion de croyance également, notamment lorsque l’on s’intéresse aux rapports de confiance à la science.

**La confiance pourrait être pensée en articulation avec la croyance dans certains cas : comme le cas des rapports aux normes sanitaires et aux discours scientifiques sur les vaccins, les masques, etc.**

Cette question de la confiance engage à mon sens une autre notion très liée à celle de confiance, c’est celle de croyance, notamment lorsque l’on se réfère aux rapports à des savoirs experts, des innovations médicales. La croyance peut être pensée comme un rapport d’engagement dans une proposition, dans un énoncé. Il y a donc des degrés de croyance relatif à des degrés d’engagements et d’adhésion à des propositions. Ce qui implique que les scientifiques, d’une certaine façon, sont des croyants également, le savoir scientifique n’est pas dégagé de ces notions de croyance, il n’y a pas de dichotomie entre croyance et savoir, les scientifiques ont des degré d’engagement très fort dans certains savoirs scientifiques et d’autre moins fort, il y a du doute en somme, dans d’autres énoncés scientifiques.

**Dans certaines situations l’action prend le pas sur la croyance, alors croyance et confiance sont en partie déconnectée.**

Si on se défait de la dichotomie entre croyance et savoir comme contenu : un énoncé est un savoir et un autre est une croyance, et qu’on pense la croyance comme l’engagement dans une proposition, **alors les savoirs experts sont eux aussi l’objet de croyance par les scientifiques, selon les énoncés un médecin adhère plus ou moins, selon le niveau de preuve, etc.**

Cela réintroduit le doute, présenter la science comme quelque chose de faux ou vrai, et c’est aussi le problème de nos rapports aux essais randomisés, dont on imagine qu’il n’y a pas de degré de pertinence dans un savoir, que finalement un vaccin, un traitement, devrait être bon ou mauvais, efficace ou inefficace, sans risque ou délétère, etc. Finalement en réintroduisant la nuance, le doute, la variation, le nivellement dans le niveau de preuve, de certitude, d’engagement dans des propositions, est-ce que ce ne serait pas aussi une façon, peut être a priori paradoxale, de reconstruire des rapports de confiance plus apaisés avec la population.



**5. Valérie DEPADT**

**I. La définition générale de la confiance**

La confiance n’est pas le résultat d’un calcul, elle est un pari sur les attentes de comportement. Il peut s’agit de l’attente vis-à-vis des personnes, mais aussi des choses : on attend du sol qu’il nous soutienne, d’un réveil matin qu’il nous réveille, du système numérique qu’il fonctionne… La palette des attentes de comportement est infinie. La surprise est ce qui dément nos attentes de comportements : le sol qui s’écoule sous nos pieds, le réveille-matin qui ne sonne pas, le numérique qui tombe en panne…

La confiance est « ce dans quoi nous séjournons ». N’importe laquelle de nos actions implique de la confiance, celle-ci fait partie de la structure fondamentale de notre relation au monde. Elle n’est pas seulement un rapport au risque (achat d’une voiture d’occasion, embauche d’un *baby-sitter*), elle est un rapport au monde. **La confiance est fondamentalement relation au monde.**

La crise du coronavirus a suspendu notre relation au monde dans toutes les directions. Nous n’osons plus serrer la main de l’autre, nous n’osons plus toucher les objets dans les magasins. Cette nouvelle relation nous démontre, *a contrario*, à quel point en temps normal nous sommes confiants.

**II Les deux moments de la confiance**

Il faut distinguer l’état d’esprit de l’acte de confiance. La crise que nous vivons illustre les deux moments de la confiance : d’un côté il y a ce qui dispose à la confiance sans qu’il n’y ait encore d’action, c’est « l’avoir conscience », qui est une disposition d’esprit. **Avoir confiance, revient à être du coté de la simple disposition, de la motivation à agir. On peut dire « j’ai confiance » et ne pas agir.**

La vraie confiance se trouve dans le second des deux moments de la confiance, c’est-à-dire dans le passage à l’acte. La confiance est prouvée par un acte, c’est le « faire confiance ». On ne peut pas dire « j’ai fait confiance » et ne pas avoir agi.

**III La confiance appliquée au vaccin**

**Le cas du vaccin illustre le second moment de la confiance.** Les populations ont une défiance à l’égard du vaccin. **Face à cette défiance, les pouvoirs publics devront agir sur la disposition à « avoir confiance » pour que les citoyens « fassent » véritablement confiance et, par là, se fassent vacciner.** Par l’acte de se faire vacciner, ils prouveront leur confiance. Il n’y a de confiance qu’en acte.

La question du vaccin implique une tension entre recommandation et obligation. Les pouvoirs publics semblent avoir choisi d’écarter le paternalisme sanitaire, ils veulent agir sur la motivation des citoyens à se faire vacciner. Cependant, les individus « cockpit » - terme qui désigne l’individu nominaliste contemporain - ont de plus en plus de peine à adopter un point de vue collectif, à penser collectivement. **Or la question du vaccin doit être posée et pensée en termes de collectif.**



**6. Carole FROUCHT**

La confiance, une notion jamais définie ?

C’est une notion disparate qui relève de multiples domaines : le lien social, la relation psychologique, les mathématiques (intervalle de confiance).

Il faut noter une absence de théorie de la confiance chez les théoriciens de la pensée politique de Hobbes à Habermas. C’est un enjeu important qui a fait l’objet de peu d’attention.

**Le droit qui utilise beaucoup la notion de confiance ne la définit pas.**

La confiance est active dans les situations à risque ou d’incertitude.

Le COVID a mis en lumière l’enjeu de la confiance dans notre quotidien : tout est devenu suspect : l’objet, l’autre, les institutions...

La marginalisation théorique de la confiance est lié à l’individualisme, à la volonté individuelle découplée des fins naturelles. Cette rupture introduite au 14ème siècle a posé la volonté souveraine posant ses problèmes limites .Pour accorder les volontés souveraines, Hobbes introduit le contrat social.

L’individu « cockpit » qui exerce sa propre volonté, ses droits, en respectant le contrat social. L’emprise du numérique : chacun protégé derrière son écran est une métaphore de l’individu « cockpit. » Le numérique permet le contrôle et est une réponse face au risque.  
**Le vaccin oblige à sortir du « je », à penser collectivement.**

**La confiance, une réponse à la menace face au risque.**

Faire confiance est un risque pour l’individu nominaliste.

Mais nous sommes condamnés à faire confiance. Chacun doit pouvoir prévoir le comportement de l’autre et la preuve vient conforter la confiance.  
**Il n’y de confiance que par les faits, par l’acte, une simple croyance ne suffit pas.**  
Toute action est un pari de comportement et comporte une structure d’attentes. Une surprise en est le contraire et peut créer la déception.

La confiance, un pari sur les attentes de comportements.

Les paris sont de natures très diverses, selon l’environnement et les personnes. On est dans un océan de confiance quand il y a stabilité de comportement (j’ai confiance dans ma voiture car je connais ses réactions et je peux parier sur son comportement).  
Par la parole, on crée des attentes de comportements.

Les institutions fixent des attentes de comportement et on attend qu’elles honorent ces attentes.

Avoir confiance est une disposition à agir. Faire confiance, c’est agir : on entre en l’action. Il y a donc deux moments de la confiance.

En donnant le choix aux gens, la décision repose sur la confiance.  
Le gouvernement cherche à créer la confiance en donnant confiance à ses citoyens.  
L’enjeu est la façon de s’adresser aux citoyens .en créant une obligation. Les citoyens deviennent un moyen et non une fin.

On doit faire un pari sur la capacité des citoyens à se faire vacciner .  
La confiance, un enjeu dans un monde mondialisé et numérique.   
Il n’y a pas de crise de confiance généralisée des institutions. Chaque institution doit être à la hauteur des attentes qu’elle incarne.

Les citoyens expriment beaucoup d’attentes à l’égard du gouvernement agisse, qui doit être en capacité d’agir.

Dans un monde mondialisé, le gouvernement apparaît de plus en plus comme ne disposant pas des manettes du pouvoir, notamment au regard du numérique. Il ne détient plus la vérité.

**Les institutions ne délivrent plus la vérité et ne répondent plus à l’attente de confiance.**La mondialisation sape la confiance dans les gouvernements car ils perdent leur autonomie et leur autorité ; elle met en crise les confiances acquises.  
**Le numérique devient la médiation indispensable au monde et met en jeu notre relation de confiance.**

**Confiance et contrainte** : si la contrainte crée des comportements attendus, est-elle compatible voire nécessaire pour créer la confiance ? : enjeu pour des obligations de vaccination.   
**Confiance et délégation** : peut-on déléguer la confiance ? Si je n’ai pas confiance au gouvernement, celui-ci peut-il déléguer les attentes de confiance à des tiers (médecins, élus locaux, etc.) ?

Confiance et transparence : la transparence est une exigence qui rassure mais inquiète tout à la fois.

**Sécurité et confiance**: deux notions différentes.



**7. Didier OUEDRAOGO**

En partant de ce que la conférence de Mark HUNYADI nous laisse comme écho, face aux enjeux éthiques, de démocratie sanitaire face à la confiance, les points suivants pourraient faire l’objet de questionnement.

* Normalité et marginalité : la démocratie sanitaire s’organise en temps de pandémie à travers la distinction de ceux et celles qui sont atteints et les autres, alors qu’ils font partie de l’humanité, en raison de leur dignité de sujets. La question sous-jacente : quelle valeur conférer à la règle qui rend possible une telle distinction ? Peut-elle relever du principe de la légalité ou de la légitimité ou d’autres instances ?

**En faisant ainsi émerger une « confiance normée » qui requiert l’assentiment du plus grand nombre, y a-t-il la possibilité d’en penser les limites ?**

* **Articulation de la confiance/défiance/exemplarité**, relativement à la vérité proférée sur la pandémie : par le fait même que l’exemplarité n’implique pas de règle en soi, se préoccupe de l’acte à imiter, de la recommandation à suivre, quelle place les instances de décisions accordent-elle à l’exemplarité et quelles représentations se fait les sujets individuelles au sujet de cette valeur dans la construction de la confiance ?
* Tendance à une amplification de la notion d’un vitalisme potentiellement délétère : une certaine insécurité du réel (environnement), par la présence aléatoire mais possible du virus (de la potentielle contagion permanente) convoque, paradoxalement, la capacité que nous aurions de le réinvestir pour assurer notre survie. La place de la confiance face à cette instance, à ce réel dont la maîtrise semble échapper aux catégories de « source de vie », d’« énergie ». La confiance jadis acquise dans la maîtrise de nos entreprises relativement à la nature semble être mise en question.
* Les espaces et gestes de la culture de la confiance en temps de pandémie : le rôle de la confiance dans la mesure de la distanciation physique et des autres gestes : problème des « angles morts » de la confiance.
* Problème de la dimension « communautaire » de la confiance : de l’élucidation de la question partant sur des sujets dans leur mise en rapport avec la société (conférence de Mark), à la manière dont une communauté se comporte face à cette valeur, d’abord à l’intérieur d’elle-même et ensuite dans son rapport avec les instances de décision. Q**uel est le statut d’une confiance communautaire ?** Quel rôle peut-elle jouer dans la décision publique ? Comment penser la pertinence de cette notion dans son articulation avec la confiance en temps de pandémie ?



**II. À propos de l’actualité : approches de la vaccination**

**Patrick LAGADEC**

1. A force de mettre en avant la seule peur des vaccins, on va fabriquer un environnement de plus en plus hostile. A la fin, on aura eu mille et un débats sur les angoisses de chacun, et on aura des hécatombes. Comme disent les Américains, "vous les Français vous passez votre temps à discuter sur ce qui pourrait ne pas marcher, nous on fait ». Certes, c’est dangereux d’aller à l’aveugle, mais, en l’espèce, on ne va pas à l’aveugle avec ce vaccin. Par contre, on ne sait pas où on va sans le vaccin.

2. Est-il éthique pour une famille de résident de refuser toute vaccination, même si cela signifie que la maison de retraite devra ensuite se débrouiller seule avec son mouroir ? Dans une situation dramatique, une famille refusant la vaccination ne devrait-elle pas être invitée à exercer à fond son libre choix en reprenant la personne âgée chez elle, sans la laisser à la charge d’une maison de retraite qui ne pourra faire face ? Il me semble que c’est un peu facile de dire, « nous on est contre, et débrouillez-vous, si vous êtes débordés ce n’est pas notre problème ! ». 

3. Est-ce que les personnes refusant la vaccination pourraient dans le même temps accepter que leur parent soit relocalisé dans un étage réservé aux non vaccinés, de façon à ce que la prévention soit mieux assurée dans la maison de retraite ? 

4. Ne faudrait-il pas s’interroger sur le poids qu’une non vaccination risque de faire porter sur les épaules de la maison de retraite et de son personnel, qui serait certainement encore plus touché en cas d’hécatombe comme on en a déjà observé ? Ou bien, là encore, le choix des familles, peut-il ne pas du tout considérer les conséquences de son option ?



**Hélène OPPENHEIM-GLUCKMAN**

(…) Encore faut-il que l’intendance suive et ne donne pas l’impression que l’exercice démocratique (ou pseudo-démocratique) soit un prétexte à masquer une fois de plus un manque de moyens et des incohérences de la politique sanitaire, trop répétitives depuis le début de la pandémie, ce qui rompt la confiance dans la politique du gouvernement et des autorités sanitaires.

Nous devons tenir compte du fait que l’extrême lenteur incompréhensible dans la mise en œuvre de la vaccination, puis des effets d’annonce dont on ne sait pas s’ils pourront être logistiquement être suivis d’effets, risquent de renforcer réticence et méfiance envers le gouvernement mais aussi les scientifiques sur lesquels il s’appuie. Ceci risque aussi de décrédibiliser la confiance accordée de façon plus générale aux scientifiques et aux médecins. L’opacité des mesures gouvernementales, l’absence de présentation claire des problèmes et conflits de valeur soulevés par l’épidémie et la vaccination, la non mise en œuvre de cette dernière, constituent donc une perte de chance d’un point de vue sanitaire et contribuent au renforcement de la dangerosité de l’épidémie. Ceci pose un problème aussi bien politique qu’éthique.

Ces deux éléments, bien sûr, ne résument pas les causes superficielles et profondes de la méfiance et de la confiance, et l’équilibre à trouver entre elles.

Peut aussi se poser la question, lorsqu’on en saura plus sur la non transmissibilité du virus lorsqu’on est vacciné, de la vaccination obligatoire des soignants en contact avec les personnes fragiles. Elle pourrait être aussi nécessaire que le port des masques, des charlottes, les mesures d’asepsie pour tous ceux qui travaillent avec des personnes fragiles,  au bloc opératoire, en réanimation, en chambre stérile etc.

